



*Le stand de Coalition PLUS, à la conférence francophone de Casablanca en mars 2010 : le directeur d'ONUSIDA, Michel Sidibé, soutient la campagne Taxe Robin des Bois en arborant le célèbre chapeau.*



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

*La vie associative est un élément clé de Coalition PLUS. Elle permet la prise de décision par les administrateurs et les adhérents, notamment lors de l'Assemblée Générale, qui fut accueillie en mai 2010 par La COCQ-SIDA à Montréal. Les Conseils d'Administration ont permis de fixer les priorités d'action de Coalition PLUS. Les apports financiers aux membres et les soutiens ponctuels aux adhérents ont aussi permis aux associations de renforcer leurs actions de lutte contre le VIH/sida dans leur pays respectif.*

*Des recherches de financement ont été entreprises en 2010 : Sidaction, l'ANRS, SOROS et Oxfam sont ainsi devenus partenaires financiers de Coalition PLUS. La signature de convention de partenariat de collecte avec la Fondation Québécoise de lutte de contre le sida aura permis de contribuer de manière conséquente aux apports financiers de Coalition PLUS à ses membres africains.*

*Pour renforcer la visibilité de Coalition PLUS et sa capacité à conduire des programmes de collecte de rue pour financer les apports financiers aux membres, le Conseil d'Administration a décidé en 2010 d'ouvrir un programme de communication / collecte.*

*Un nouvel adhérent a rejoint Coalition PLUS en 2010 : l'association REVS+, au Burkina Faso. Elle a pu participer à l'Assemblée Générale et un programme d'appui à ce nouveau partenaire a pu démarrer, dans la cadre du programme de soutien à la gestion financière. Coalition PLUS compte ainsi en 2010 neuf adhérents.*

*Une dixième association, basée en Suisse, a déposé sa demande d'adhésion et une mission de diagnostic a été conduite en 2010 par la présidente de l'ALCS et le président de AIDES.*

*Coalition PLUS a activement participé à deux événements majeurs de 2010 : la conférence francophone de Casablanca et la conférence internationale de Vienne. Cette présence a permis le lancement de la campagne Taxe Robin des Bois, et a renforcé la visibilité de Coalition PLUS.*

*Le programme de recherche communautaire a été très actif et a noué des partenariats financiers avec Sidaction et l'ANRS qui ont permis le lancement du projet Partages. Un travail important a également été entrepris pour déposer une demande de financement à l'Union Européenne ce qui a permis de préciser les ambitions de ce programme important de Coalition PLUS.*

*La lutte contre le VIH/sida au niveau international a subi de nombreux revers en 2010 avec le refus des états riches d'augmenter de manière conséquente leur financement au Fonds mondial. Ce contexte international défavorable renforce la nécessité du programme plaidoyer de Coalition PLUS.*

*Lise PINEAULT, présidente de Coalition PLUS*



# SOMMAIRE

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

### VIE ASSOCIATIVE, DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE ET GESTION FINANCIÈRE

P4

- ARAS procède à la refonte de ses textes fondateurs P4
- Kimirina fait peau neuve pour ses 10 ans d'existence P5
- Partages, le premier projet de recherche communautaire de Coalition PLUS, est lancé P5
- Aides introduit le dépistage communautaire P6
- Le programme d'appui à la gestion financière P7

### DES PROGRAMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

P8

- ARCAD SIDA inaugure sa clinique de nuit P8
- Portrait de Georges Kanuma, ardent défenseur des droits des homosexuels à l'ANSS P9
- Le programme plaidoyer au service des personnes vivant avec le VIH et des groupes vulnérables du monde entier P10
- Des programmes à destination des femmes et des enfants chez REVS+ P11
- Le service Info Droits de la COCQ SIDA P12

### COMMUNICATION ET COLLECTE, DES DOMAINES EN ÉVOLUTION

P16

- Le succès de l'édition 2010 du Sidaction de l'ALCS P13
- Une communication originale et innovante pour ACS/AMO CONGO P14
- Un nouveau programme secrétariat de Coalition PLUS : la communication / collecte P15

### RAPPORT FINANCIER

P16

- Emplois & Ressources P16
- Compte de Résultat P18

### BILAN

P20

- Bilan actif P21
- Bilan passif P22

### COALITION PLUS : LE LABEL ET LES CONTACTS

P22

- Les critères du label d'adhésion pour le statut de membre P22
- Les administrateurs de Coalition PLUS P22
- Le secrétariat de Coalition PLUS P22
- Les adhérents de Coalition PLUS P23

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

## VIE ASSOCIATIVE, DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE ET GESTION FINANCIÈRE

### ARAS PROCÈDE À LA REFONTE DE SES TEXTES FONDATEURS

Depuis que l'association est devenue partenaire de Coalition PLUS, en 2009, ARAS a entrepris un travail de révision complète de ses textes fondateurs qui ont été votés en assemblée générale. Les nouveaux textes sont conformes à la législation roumaine et encouragent la participation des personnes « séroconcernées » à la prise de décision.



*Les travailleurs sociaux du programme d'échange de seringues se déplacent sur les sites en ambulance pour distribuer le matériel*

**Au cours de l'année 2010, l'association ARAS enregistre de nouveaux statuts. Les anciens statuts sont modernisés et adaptés aux besoins actuels de l'association. Ils incluent la liste actualisée des membres d'ARAS, des modalités plus flexibles d'organisation des Assemblées Générales, les nouveaux membres du Conseil Directeur, et des modalités simplifiées pour devenir membre.**

Ainsi, ARAS a engagé un processus de restructuration en identifiant sa situation auprès des différentes institutions juridiques, en convoquant officiellement une Assemblée Générale, en élisant un nouveau Conseil Directeur, en acceptant de nouveaux membres, et enfin, en réécrivant les statuts de l'association.

Un appel a été fait à tous les salariés et bénévoles présents pour devenir membre de l'équipe de transition qui allait participer à ces activités. Plusieurs personnes ont répondu à cet appel pour discuter les statuts d'ARAS et les démarches à faire dans le processus de restructuration de l'association.

Les membres de l'équipe ont formulé plusieurs propositions de changement dans les statuts, qui ont été par la suite discutées avec un conseiller juridique, qui s'est également occupé de l'inscription des changements en justice : les changements dans les statuts et le Conseil ont dû être déposés au Tribunal pour devenir légaux.

Au sein des nouveaux textes figurent notamment de nouvelles activités éligibles, déjà pratiquées par l'association mais qui n'apparaissaient pas dans les statuts, comme une clause médicale, justifiée par le programme de réduction des risques.

En effet, ce programme est tenu par des professionnels (travailleurs sociaux, assistantes sociales, médecins, psychologues), et existe depuis 2004. Il se déroule sur le terrain, dans les quartiers où habitent les usagers de drogues, et aussi dans les centres d'échange de seringues, où les usagers reçoivent des services supplémentaires : assistance sociale et médicale. Des seringues, des tampons alcoolisés et des préservatifs sont distribués et les seringues utilisées sont collectées. Le programme inclut aussi, depuis 2007, le traitement substitutif pour les usagers d'héroïne.

Le programme était jusqu'ici financé par le Fonds Mondial et est, depuis juillet 2010, soutenu par le Fonds Social Européen. Avec ce nouveau financement, l'association espère commencer l'échange de seringues dans deux autres grandes villes de Roumanie : Constanta et Timisoara.

Grâce à ce travail de restructuration, ARAS pourra devenir membre de plein droit de Coalition PLUS en février 2011.

A l'occasion de son 10<sup>ème</sup> anniversaire, Kimirina a présenté son nouveau directoire, organe de décision de l'association



## KIMIRINA FAIT PEAU NEUVE POUR SES 10 ANS D'EXISTENCE

En 2010, l'association partenaire équatorienne Kimirina a célébré ses 10 ans d'existence. A cette occasion, et selon les recommandations émises par Coalition PLUS, l'association a effectué un changement du directoire afin de permettre à des membres de la communauté des personnes vivant avec le VIH/sida de participer à la vie de l'association.

Lors de la célébration de son 10<sup>ème</sup> anniversaire, Kimirina a pu officiellement présenter la « Nouvelle Kimirina ». Traditionnellement, Kimirina était une organisation technique, qui ne liait que des liens formels avec la communauté, sans réellement l'inclure dans le fonctionnement. Aujourd'hui, une personne vivant avec le VIH/sida, et des personnes en proximité de l'épidémie font partie du directoire, organe de décision de l'association.

Le rôle de Kimirina était davantage de gérer des projets de coopération internationale. Mais en 2010, Kimirina s'investit pleinement dans la recherche communautaire et a organisé une table ronde sur ce thème lors de la célébration de ses 10 ans d'existence.

Au mois de septembre, Kimirina, a mené une étude de recherche communautaire sur la stigmatisation et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH/sida, en collaboration avec les Nations Unies et une université équatorienne, et sous la coordination de la Coalition Équatorienne des personnes vivant avec le VIH/sida. Cette étude a donné lieu à une publication disponible sur le site d'ONUSIDA.

Parallèlement, Kimirina a organisé la rencontre de plusieurs associations communautaires d'Equateur, mais aussi du Pérou : la réflexion portait sur la gouvernance et la transparence, au sujet notamment des activités liées au Fonds mondial de lutte contre le sida.

En 2010, Kimirina était récipiendaire principal du Fonds mondial sur deux projets majeurs. L'un portait sur l'éradication de l'épidémie du paludisme en Equateur, l'autre sur la prévention au VIH/sida : en collaboration avec les services de santé publique et avec d'autres associations communautaires, Kimirina soutient les populations les plus exposées et exige l'accès universel aux soins.

## PARTAGES,

### LE PREMIER PROJET DE RECHERCHE COMMUNAUTAIRE DE COALITION PLUS, EST LANCÉ

Le projet Partages, premier projet de recherche de Coalition PLUS s'inscrit dans un contexte où, si les découvertes thérapeutiques ont permis une modification profonde du quotidien des personnes vivant avec le VIH, la difficulté de dire ou d'évoquer sa séropositivité demeure réelle.

L'objectif de cette étude consiste à réaliser une analyse comparée des facteurs liés au partage du statut sérologique chez les personnes vivant avec le VIH dans cinq pays différents : la République Démocratique du Congo, le Maroc, l'Equateur, la Roumanie et le Mali.

Ainsi, 1 500 personnes infectées par le VIH, recrutées dans les files actives associatives de chaque pays, seront interrogées à l'aide de questionnaires standardisés. Ces données inédites devraient apporter des éléments indispensables à la mise en place d'interventions ciblées.

En 2010, des demandes de financement ont été déposées en réponse aux appels d'offres scientifiques de Sidaction et à l'ANRS. Le projet a été accepté par les deux financeurs.

Un comité scientifique multi-pays s'est mis en place en mars 2010 et s'est approprié le projet, ce qui a permis de lancer les activités du groupe. Une seconde rencontre du comité scientifique a été organisée en juillet 2010. Elle visait essentiellement à travailler sur le développement de l'outil de recueil de données de l'étude, le questionnaire.

Le développement de cet outil est une étape clef pour la qualité de l'étude et sa validité car le questionnaire est destiné à être administré dans 5 contextes différents : les aspects socio-économiques, culturels et linguistiques sont notamment à prendre en compte. (...)

# PARTAGES

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS :

## VIE ASSOCIATIVE, DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE ET GESTION FINANCIÈRE

(...) Un pré-test du questionnaire a été mené au Congo et au Mali et a permis une adaptation du questionnaire. En octobre 2010, une mission d'appui au comité de pilotage local a été organisée au Maroc. L'objectif était notamment de soutenir l'équipe locale dans la phase de mobilisation des acteurs locaux autour de l'étude. En novembre 2010, une mission aux objectifs similaires a été organisée en Equateur.

**Parallèlement à cela, se prépare un projet d'adaptation au contexte malien d'un programme d'ateliers sur la question du partage du statut sérologique, qui a été pensé et déjà expérimenté au Québec.**

En partenariat avec la Chaire de recherche du Canada en éducation à la santé de l'Université du Québec à Montréal, Pouvoir Partager/Pouvoirs Partagés est un projet pilote dont les résultats pourraient faciliter la mise en œuvre de l'intervention dans les autres pays des adhérents de Coalition PLUS et en particulier des pays sites de « Partagés » sur la base des résultats de cette étude.

Le programme recherche de Coalition PLUS a aussi vocation à intervenir en soutien technique à ses membres et à faciliter les rencontres entre les porteurs d'idées et de projets. Ce projet d'adaptation culturelle est un exemple des possibilités offertes par le programme : mise en lien des acteurs, soutien financier à la mise en place du projet par la prise en charge d'une mission exploratoire, appui technique au montage du projet et à la demande de financement, appui éventuellement dans la mise en œuvre.

## AIDES INTRODUIT LE DÉPISTAGE COMMUNAUTAIRE

En novembre 2010, un arrêté élargissant les conditions de recours au test de dépistage rapide à orientation diagnostique du VIH/sida est paru au Journal officiel français. Ce fut la reconnaissance de plus de deux ans de travail pour AIDES et l'Agence Nationale de Recherches sur le Sida et les Hépatites virales (ANRS) et une avancée majeure pour la lutte contre le sida en France.

**Ce nouveau texte étend le champ des personnes habilitées à réaliser ces tests aux médecins exerçant dans des cabinets libéraux, aux personnels des établissements et services de santé, et aux associations.**

Pour démontrer qu'un autre dépistage est possible, AIDES mène depuis deux ans l'étude Com'Test, avec l'ANRS.

Cette recherche communautaire biomédicale, réalisée auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), a montré que le dépistage démedicalisé du VIH par test rapide est réalisable par des acteurs associatifs formés.

Les résultats de Com'Test parlent d'eux-mêmes : plus de 90 % de haute satisfaction pour les personnes testées et un taux de découverte de séropositivité 10 fois supérieur à celui des CDAG (centre de dépistage anonyme et gratuit). De plus, 38 % des personnes dépistées n'avaient pas fait de test depuis plus de deux ans.

Com'Test a par ailleurs prouvé, par des résultats concrets, que l'offre démedicalisée de dépistage correspond à un réel besoin pour des personnes exposées aux risques et qu'el-

les trouvent auprès des intervenants de AIDES un conseil adapté à leur situation. AIDES pourra donc utiliser régulièrement les tests rapides dans ses actions de terrain de réduction des risques sexuels.

**Les actions de AIDES s'inscrivent dans une démarche communautaire qui vise «à faire avec, et non pour».** C'est dans ce cadre que va venir s'inscrire dans AIDES, l'acte de dépistage. Il va devenir un acte de conseil en prévention, un outil supplémentaire dans le processus mis en œuvre par les personnes elles-mêmes pour élaborer leurs stratégies de prévention.

Le dépistage démedicalisé ne peut être réalisé que par des personnes formées. Cette formation comptera, au-delà des techniques de réalisation pratique, l'accompagnement et le conseil. Les logiques de confidentialité, d'accompagnement et d'écoute ne s'apprennent pas forcément en faculté de médecine, mais aussi dans le travail de soutien communautaire.



*Dominique Descharles, chargé de mission chez AIDES, pratique un test de dépistage rapide sur Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, lors de la conférence internationale de Vienne, en juillet 2010*

## LE PROGRAMME D'APPUI À LA GESTION FINANCIÈRE

Dans un contexte international de mise en œuvre d'initiatives d'envergure comme le Fonds mondial, les associations et organisations assimilées doivent poursuivre leur démarche de sécurisation de leur gestion et améliorer la vision financière globale de leurs activités.

Aux aspects de vie associative mentionnés comme critères du label définis par la charte des membres de Coalition PLUS, viennent s'ajouter des éléments de gestion financière, à savoir d'une part, l'adoption d'une comptabilité générale et analytique d'engagement respectant les normes internationales, et d'autre part, la capacité à fournir des comptes certifiés pour les années n-1 et n-2 par un cabinet indépendant.

Une mission diagnostic initiale avec le secrétaire permanent de Coalition PLUS a été effectuée auprès du Groupe Sida Genève. Les critères de gestion financière sont remplis et quelques pistes d'amélioration ont été proposées.

Une mission d'appui technique a été réalisée auprès de l'association REVS+ au Burkina-Faso avec Ibrahima Sissoko de l'association membre fondateur ARCAD SIDA. La mission diagnostic initiale avait conclu que les critères de gestion financière n'étaient pas entièrement remplis. L'évolution de REVS+ vers la comptabilité d'engagement n'en est qu'à ces débuts. A ce titre, un responsable financier a été recruté en septembre 2010 en charge de l'amélioration du circuit de l'information financière. Les prochaines étapes, en parallèle de l'installation du logiciel de comptabilité, sont notamment relatives à la place du service financier dans l'organisation de REVS+ et la construction d'un plan analytique reflétant les actions de l'association hors des canevas préétablis des bailleurs.

Suite aux deux missions d'accompagnement effectuées avec Ibrahima Sissoko auprès de l'ANSS au Burundi, le système d'engagement a enfin démarré au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 avec le logiciel TOMPRO, le but étant d'être en capacité d'établir lors du 1<sup>er</sup> semestre 2011 les états financiers de synthèse sur l'exercice 2010 qui doit servir de transition dans le cadre d'un audit légal de certification de l'ANSS. En effet, l'ANSS semble aujourd'hui capable de répondre d'ici une année à la totalité des critères du label de Coalition PLUS et ainsi intégrer Coalition PLUS en tant que membre de plein droit.

Quatre missions de suivi et conseil ont été faites au sein de l'association malienne ARCAD SIDA afin de s'assurer du respect des critères du label et du suivi des outils de gestion mis en place. Les outils de préparation du budget prévisionnel global « besoins » 2011 c'est-à-dire par activités, sites et fonctionnement de l'association ont été mis à jour. Nous en suivrons l'application lors des missions futures.

**L'objectif du programme est d'accompagner et de suivre les moyens mis en œuvre par les associations pour répondre à ces critères. Il s'agit donc de renforcer leur capacité à canaliser et justifier l'emploi de leurs ressources. En 2010, 17 missions en tout ont été organisées dans cet objectif.**

# DES PROGRAMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

## ARCAD SIDA INAUGURE SA CLINIQUE DE NUIT

ARCAD SIDA intervient aujourd'hui dans de nombreux domaines d'action. L'association a ainsi mis en place des centres de prise en charge globale au sein desquels sont mis en œuvre des programmes d'intervention.

Les centres de prise en charge globale d'ARCAD SIDA voient passer une centaine de patients par jour et comptent plus de 7 000 personnes sous traitement antirétroviral. Accès au conseil, au dépistage, et aux soins, accompagnement psycho-social, formation, recherche, et prévention : les services proposés sont nombreux.

Pour que les populations vulnérables, comme les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) en bénéficient également, l'association organise des sorties nocturnes qui orientent les HSH vers les centres de prise en charge, alors ouvert tard le soir pour les accueillir.

Issues du programme de prévention à destination des HSH, les sorties nocturnes s'élargissent en 2008 aux professionnel(le)s de sexe, alors totalement absent(e)s de la file active. On leur propose alors un dépistage sur leur lieu de travail.

Mais la crainte de croiser une connaissance au centre était toujours présente et la prise en charge de ces populations vulnérables posait cependant toujours problème, puisqu'elles travaillent pour la plupart, la nuit, et ne peuvent se rendre au centre de jour.

Naît alors l'idée d'un établissement qui fonctionnerait pendant que les centres de prise en charge classiques seraient fermés. Une fois par semaine, chaque groupe (HSH, professionnel(le)s de sexe et grand public), peut jouir d'un moment d'échange privilégié : les discussions sont ciblées autour de la promotion d'une sexualité à moindre risque.

A la clinique, on pratique le dépistage volontaire et, en cas de résultat positif, on propose une prise en charge globale. Les portes sont ouvertes de 16h à minuit tous les jours sauf le lundi. La prévalence des groupes à risque est très élevée et les personnes qui viennent se faire dépister n'ont le plus souvent aucun symptôme. Les sorties sur le terrain se poursuivent, aussi dans les maisons closes.

**Le docteur Alou Coulibaly a vu le projet prendre forme. Il travaille tous les soirs à la clinique de nuit : dans les 3 premiers mois d'ouverture, il a pratiqué plus de 700 dépistages sur des professionnel(le)s du sexe, leurs clients, et des HSH.**

Modibo Diakité activiste et coordinateur du programme HSH chez ARCAD souhaiterait qu'en 2011, le programme de prévention HSH soit étendu à tout le Mali et que les cliniques de nuit soient développées.

**En août 2010, l'association ouvre une clinique nocturne dans le quartier des Halles de Bamako, connu pour sa gare routière, son centre commercial, ses boîtes de nuit et ses maisons closes. Sont reçues chaque jour les populations vulnérables qui viennent se renseigner sur les modes de transmission, se faire dépister ou recevoir leur traitement.**

*Le docteur Alou Coulibaly travaille tous les soirs à la clinique de nuit, projet qu'il a vu naître*





## PORTRAIT DE GEORGES KANUMA, ARDENT DÉFENSEUR DES DROITS DES HOMOSEXUELS À L'ANSS

Pour l'ANSS, l'année 2010 a été marquée par le décès, au mois d'avril, de Georges Kanuma, à l'âge de 38 ans. Georges était un ardent défenseur des droits des homosexuels, des droits de l'homme, et infatigable militant de la lutte contre le VIH/sida au Burundi. Il avait initié le programme à destination des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) au sein de l'ANSS.

**Lancé en janvier 2009 avec l'appui technique des associations AIDES et Sidaction, le projet avait comme but général d'intégrer les HSH aux programmes de prévention et de prise en charge globale déjà existant au sein de l'association.**

Plus spécifiquement, le programme visait à mener des actions de prévention et de sensibilisation à destination des HSH et à leur offrir un accès approprié aux services de prise en charge.

AIDES a contribué au renforcement des capacités de l'équipe du projet HSH que ce soit à Bujumbura ou dans diverses capitales africaines : au mois de septembre, l'ANSS a reçu une équipe de volontaires, venus animer trois ateliers, notamment sur les représentations et sur le partage du statut sérologique.

Les pairs éducateurs également furent ainsi formés aux visites terrain de sensibilisation par la distribution de kits préventifs, mais aussi aux visites à l'hôpital et à domicile, et à l'accompagnement vers le dépistage.

**Des espaces de confiance ont été créés dans le but de regrouper des HSH et leur permettre d'échanger sur leurs pratiques sexuelles. La fréquentation des HSH à l'ANSS fut ainsi fortement accrue.**

Parallèlement à cela, l'association est parvenue à toucher plus de 500 HSH dans une enquête sur le port systématique du préservatif et l'utilisation du gel lubrifiant. Ainsi, plus d'une cinquantaine de HSH ont effectué un dépistage volontaire auprès de l'ANSS.

Trois mois après l'initiation du projet HSH dans les programmes de l'ANSS, le gouvernement burundais promulguait une loi pénalisant l'homosexualité ; cette loi est venue perturber les activités de l'ANSS mais grâce à l'engagement de leader comme Georges pour la défense des droits des minorités sexuelles au Burundi, le combat ne s'essouffle pas et les HSH de Bujumbura ont accès à un programme solide.



*Georges Kanuma, ardent défenseur des droits des homosexuels au Burundi est décédé en avril 2010 à l'âge de 38 ans*

# DES PROGRAMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

## LE PROGRAMME PLAIDOYER AU SERVICE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH ET DES GROUPES VULNÉRABLES DU MONDE ENTIER

Les causes défendues en priorité sont la baisse des prix des médicaments utilisés dans la prise en charge de l'infection à VIH, la défense des droits des personnes vivant avec le VIH et des groupes vulnérables au VIH, l'amélioration de la gouvernance de la lutte contre le sida et l'efficacité des moyens mis en œuvre, et le plein financement de la lutte mondiale contre le sida, en particulier le Fonds mondial de lutte contre le sida.

**Au mois de septembre, la France augmentait de 60 millions d'euros par an sa promesse de contribution au Fonds mondial pour la période 2011-2013. C'est la deuxième plus forte augmentation au monde, derrière celle des Etats-Unis.**

C'est sur cette dernière thématique qu'ont eu lieu en 2010 les principales avancées de plaidoyer. La reconstitution du Fonds mondial est une préoccupation majeure : de nombreuses rencontres inter-associatives, avec le ministère des affaires étrangères, le Directeur du Fundraising du Fonds mondial ou encore les conseillers du président français ont eu lieu afin de que la France augmente sa contribution.

Au mois de septembre, les associations obtiennent gain de cause, au mois de décembre, la tentative de restriction du champ des pays éligibles au Fonds mondial est bloquée, mais le risque d'exclusion des populations les plus exposées n'est qu'atténué.

**En 2010 s'est donc poursuivie la réflexion sur les financements innovants en santé, et notamment sur la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, appelée taxe Robin des Bois.**

Entretien avec Rajat Gupta, PDG de McKinsey International, entretien avec le Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies en charge des Financements Innovants du Développement (Philippe Douste-Blazy), participation à la conférence européenne sur la taxation des transactions financières à Bruxelles, participation au conseil d'administration de la Fondation du Millénaire pour les Financements Innovants en Santé, et rencontre avec le Président de la République française en préparation du Sommet de l'ONU sur le Développement international : tous les efforts sont portés sur la faisabilité de la taxe et sur les soutiens à sa mise en œuvre.

L'initiative est ainsi soutenue par la banque Rothschild mais aussi par Ban Ki Moon, secrétaire général des Nations Unies. En avril, le FMI reconnaît, pour la première fois, la faisabilité technique des taxes sur les transactions financières. Le président français fait de la taxe son principal thème de communication pour les sommets du G8 et du G20. Au sommet de l'ONU sur le développement, il appelle publiquement la communauté internationale à soutenir la taxation des transactions financières pour le développement.

**En décembre, le président français indique qu'il va reprendre les spécifications clé poussées par Coalition PLUS concernant la TTF : la lancer dès 2011, viser non pas un accord mondial improbable mais une coalition de quelques pays pionniers, et la faire au minimum en France.**



## DES PROGRAMMES À DESTINATION DES FEMMES ET DES ENFANTS CHEZ REVS+

Avec l'appui de Sidaction et du Ministère français des affaires Etrangères, REVS+ a pu lancer Grandir, un programme qui facilite la prise en charge des enfants orphelins infectés ou non. Le projet permet non seulement la prise en charge médicale des enfants infectés mais également le suivi scolaire et la prise en charge psychosociale de tous les enfants de REVS+. Ainsi, REVS+ a pu mettre en place un service de conseil psychosocial à l'hôpital pédiatrique.

**Le soutien consiste essentiellement en l'accès à des fournitures scolaires, le paiement des frais de scolarité, le placement dans les centres de formation, la recherche de places dans les écoles et établissements, le suivi scolaire à travers les visites à l'école, à destination d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation ou qui sont obligés de l'écourter. Ainsi, au cours de l'année 2010, 114 kits scolaires ont été distribués.**

Les enfants et adolescents séropositifs victimes de discrimination ou qui n'ont pas de soutien familial sont accueillis dans la maison de transit, lieu d'hébergement pour les enfants de Bobo-Dioulasso ou des enfants référés par les antennes, qui présentent des difficultés de suivi médical. Ils peuvent rester un an, ou plus si besoin, mais la maison n'a pas vocation à se substituer aux familles des enfants et REVS+ met tout en œuvre pour une réintégration rapide des enfants à leurs familles.

Dans le cadre de la prévention de la transmission mère-enfant (PTME), l'association distribue du lait et de la farine enrichie : bien que la majorité des mères (95 %) opte pour l'allaitement maternel, le besoin en alimentation de remplacement s'impose pour elles toutes au sevrage des bébés au bout de 6 mois. Cette activité a permis de soutenir 93 enfants nés de mères séropositives.

Dans une société où l'homme paraît être naturellement plus puissant que la femme, les femmes vivant avec le VIH sont doublement vulnérables. Face aux multiples problèmes de santé et de pauvreté de la femme séropositive, sa santé sexuelle et reproductive est léguée au second degré.

C'est pourquoi le « projet dépistage du cancer du col de l'utérus », qui met un accent particulier sur le dépistage, le traitement, et la prévention du cancer du col de l'utérus a été lancé. Sachant que les femmes séropositives sont particulièrement vulnérables au cancer du col de l'utérus à cause de la baisse de son immunité, REVS+ depuis 2007 en partenariat avec l'hôpital Sanon Souro de Bobo-Dioulasso et le soutien financier de la Fondation de France, réalise cette activité de dépistage.

**En 2010, REVS+ a réalisé des dépistages au centre médical de l'association à Bobo-Dioulasso et des sorties périodiques sur ses antennes de Houndé, Solenzo et Diébougou pour dépister et prendre en charge les femmes séropositives. Au delà du dépistage, l'équipe de REVS+ a apporté un renforcement de compétence aux agents des centres médicaux et hospitaliers partenaires à travers une formation sur les techniques de dépistage du cancer du col. Ainsi 797 femmes ont été dépistées.**



*La maison de transit de REVS+ accueille des enfants séropositifs victimes de discrimination*

# DES PROGRAMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

## LE SERVICE INFO DROITS DE LA COCQ SIDA

Né de la volonté des personnes vivant avec le VIH du Québec d'être informées de leurs droits et accompagnées dans leurs démarches afin de faire respecter ceux-ci, le service VIH info droits a vu le jour le 29 janvier 2009.

Depuis un peu plus de 2 ans, près de 400 personnes ont fait appel à VIH info droits pour recevoir l'information juridique concernant leurs droits. Et les sujets sont variés : assurances, accès aux soins, confidentialité du statut sérologique en emploi, criminalisation, accès à des prestations sociales d'invalidité, voyages à l'étranger, immigration, discrimination, etc.

Le besoin était alors criant : la disparition récente du service d'information juridique pour les questions reliées au VIH offert par un regroupement de personnes vivant avec le VIH laissait sans ressources une communauté en prise avec de nombreuses difficultés : discrimination, bris de confidentialité, difficultés diverses reliées au milieu de travail et à l'accès aux soins, etc. À la demande de ses organismes-membres et grâce à l'appui financier de Coalition PLUS, la COCQ-SIDA a donc mis sur pied le service VIH info droits.

Si la plupart de ces demandes ne nécessitent que de simples réponses sur l'état du droit en la matière, certaines requièrent des interventions plus spécifiques et parfois même de longues démarches : VIH info droits guide les demandeurs dans la rédaction de plaintes, de procédures et de lettres, afin de faire respecter leurs droits, et lorsque ces interventions se transforment en enquêtes, tentatives de règlements ou recours devant les tribunaux, VIH info droits accompagne le demandeur dans toutes les étapes, facilitant souvent le processus afin que la personne violée dans ses droits reçoive compensation.

VIH info droits, c'est aussi le partage des connaissances : une dizaine de formations portant sur différents aspects du droit et de la réalité des personnes vivant avec le VIH ont été données, devant des audiences composées de personnes vivant avec le VIH, d'intervenants du milieu communautaire, de membres du personnel du milieu de la santé, d'étudiants en science sociale et en médecine. VIH info droits rend également disponibles à tous sur le site Internet de la COCQ-SIDA ([www.cocqsida.com](http://www.cocqsida.com)) des capsules d'information juridiques.

VIH info droits a également une résonance importante dans le milieu de la santé. Au cours de la dernière année, 23 % des demandeurs ont en effet été référés par des professionnels du milieu de la santé - 33 % ont été référés par les organismes-membres de la COCQ-SIDA. Par ailleurs, les personnes découvrant l'existence du service en navigant sur Internet sont de plus en plus nombreuses et la diffusion du nouveau dépliant VIH info droit permet également de mieux faire connaître le service.

VIH info droits est une initiative essentielle à la communauté. Le service a connu un succès rapide et important, mais doit-on s'en réjouir ? Le nombre de demandes témoigne de l'ampleur des besoins en matière d'informations juridiques spécialisées et démontre, par le fait même, combien les droits des personnes vivant avec le VIH sont encore trop souvent bafoués.



## LE SUCCÈS DE L'ÉDITION 2010 DU SIDACTION DE L'ALCS

Le Sidaction Maroc 2010 a clôturé les activités de l'ALCS de l'année 2010. La 3ème édition de la campagne Sidaction Maroc s'est déroulée sous le thème « Donner c'est AGIR contre le sida ». Cette campagne de sensibilisation et de collecte de fonds s'est basée sur plusieurs créneaux de collecte : dans toutes les banques du Maroc, dans les bureaux de poste, par SMS, par Internet, et par promesses de dons par téléphone.

Plusieurs partenaires ont accompagné gracieusement la préparation de cet événement. La soirée Sidaction, produite par 2M et diffusée le 17 décembre 2010 a été un franc succès. Reportages, micros-trottoirs, témoignages, plateaux artistiques... la soirée était riche aussi bien en informations qu'en divertissement. L'émission, parrainée par Gad Elmaleh et brillamment animée par le duo Choumicha et Ali Baddou, a connu la participation gracieuse d'un grand nombre d'artistes et d'invités de marque aussi bien du Maroc que de l'étranger. L'émission a été largement suivie avec environ 21 % de part d'audience.

Des artistes et des experts nationaux et internationaux, tous de haut niveau, ont fait passer des messages de prévention, de sensibilisation, mais aussi de compassion et de solidarité avec les personnes vivant avec le VIH. Des reportages de grande qualité réalisés par les équipes de 2M ont permis de donner la parole à des populations extrêmement marginalisées et particulièrement vulnérables. Ils ont également fait découvrir aux téléspectateurs les importantes actions que mènent l'ALCS et ses partenaires. Ainsi, grâce aux efforts de tous, l'émission a été instructive, émouvante, et divertissante.

La campagne de cette année a bénéficié d'une large promotion : large distribution d'affiches (dans les bureaux de poste, les agences bancaires et à travers plusieurs villes du pays), spots d'appel au don enregistré par Gad Elmaleh, et par une quarantaine d'artistes, diffusés sur 2M, émissions spéciales programmées par les chaînes, insertions gratuites du visuel sur plusieurs supports (presse francophone, arabophone), insertions gratuites du spot radio en arabe et en français, campagne sur Internet (bannières sur les sites partenaires, Facebook, Twitter, Google).

Un pourcentage de la collecte finale ira au financement de projets d'associations partenaires dans le cadre du FASP, le Fond d'Appui aux Structures Partenaires.



*L'humoriste Gad Elmaleh a parrainé l'édition 2010 du Sidaction de l'ALCS*

**La campagne Sidaction Maroc a bénéficié d'une large médiatisation et de bonnes retombées médiatiques. Grâce à la mobilisation des différents partenaires, des équipes de l'ALCS et surtout des petits et grands donateurs, le montant final de la collecte a dépassé les 13 millions de dirhams. Ces promesses de dons, une fois concrétisées, serviront à financer des programmes de prévention et de prise en charge des personnes vivant avec le VIH, de recherche et surtout d'accès au dépistage, thème de la campagne de cette année.**

## UNE COMMUNICATION ORIGINALE ET INNOVANTE POUR ACS/AMO CONGO

L'année 2010 a vu pour l'association ACS/AMO CONGO le lancement d'une campagne de prévention innovante : la Communication incitative au Changement de Comportement (CCC) a lieu dans les lieux d'ambiance comme les bars, les boîtes de nuit, les hôtels ou les buvettes de Kinshasa mais aussi de 7 autres provinces de la République Démocratique du Congo.

Pour contribuer à la réduction de la propagation de l'épidémie du VIH/sida dans les différentes provinces de la République Démocratique du Congo ainsi que son impact sur les individus, les familles et les communautés, l'association vise à améliorer le niveau de connaissance des populations sur le VIH/sida (les modes de contamination, les moyens de prévention, le dépistage volontaire, les traitements existants, les mauvais comportements à l'égard des personnes vivant avec le VIH/sida, les fausses croyances, etc...).

Le projet comporte deux approches : la sensibilisation de masse, et la proximité communautaire.

**Le but est d'aider les personnes fréquentant ces endroits ou vivant aux alentours à mieux se prémunir contre les pratiques sexuelles qui les exposent à la contamination au VIH/sida, mais aussi d'informer sur l'épidémie, les modes de contamination, les moyens de prévention, le dépistage volontaire, le traitement antirétroviral, et de réduire la stigmatisation et les fausses croyances.**

La sensibilisation de masse vise à transmettre des messages spécifiques sur le VIH/sida à une foule hétérogène. Les activités de sensibilisation de masse sont menées par des équipes de volontaires bien visibles, portant t-shirts et chapeaux verts, et qui offrent un véritable spectacle constitué de sketches, de performances musicales et de jeu-concours. Banderoles, dépliants et matériel de sonorisation : la clientèle ne peut pas les rater et est même invitée à participer à l'animation en testant leurs connaissances sur le sujet et à gagner des lots : casquettes, t-shirts, préservatifs...

Les troupes de théâtre les plus célèbres du pays participent à la sensibilisation et font passer le message de prévention sous forme de comédies éducatives interprétées dans les langues locales, afin d'être compris par le plus grand nombre possible de personnes.

L'approche de proximité communautaire, plus discrète, consiste à créer des petits groupes de discussion autour des tables de ces mêmes lieux d'ambiance. Echange et partage sont au programme de ces interventions plus intimistes.

Partant du constat que la fréquentation de ces lieux peut mener à des comportements sexuels à risque (consommation d'alcool, présence de professionnel(le)s de sexe), le programme vise à amener la population à adopter un comportement responsable face au VIH/sida, mais aussi et surtout à utiliser les services de dépistage volontaire proposés par l'association. Pour 2010, l'objectif était d'inciter 10 % des personnes touchées (soit 13 000 personnes) à se faire dépister au VIH/sida.

Les **VOCOSI** (volontaires contre le sida) d'ACS/AMO CONGO sont très actifs dans le cadre de cette campagne de prévention innovante



## UN NOUVEAU PROGRAMME AU SECRÉTARIAT DE COALITION PLUS : LA COMMUNICATION / COLLECTE

La fin de l'année 2010 a vu la mise en place d'un nouveau programme à Coalition PLUS : le programme communication / collecte.

Coalition PLUS a collaboré avec un journaliste reporter photographe qui s'est rendu auprès de l'ALCS à Casablanca, d'ARAS à Bucarest, d'ARCAD / SIDA à Bamako et de REVS+ au Burkina Faso afin de produire des supports de communication photo et vidéo.

Puis, à l'occasion de plusieurs missions de découverte et d'observation effectuées auprès de quelques adhérents à Coalition PLUS, à savoir ACS / AMO Congo à Kinshasa, ARAS à Bucarest et ARCAD / SIDA à Bamako, la chargée de programme a produit des textes pour accompagner ces supports.

Ils ont d'une part nourri la Newsletter de Coalition PLUS (publication trimestrielle), dans le but de faire connaître aux donateurs réguliers les réalités au sein des associations adhérentes et de démontrer l'importance de leur soutien dans la lutte contre le VIH/sida.

D'autre part, ils ont alimenté un travail de collaboration pour la rédaction de la newsletter de la Fondation Québécoise Sida, qui reverse la moitié des dons collectés aux associations africaines membres de Coalition PLUS.

Un travail a été fait sur l'identité de Coalition PLUS, et les stratégies de communication qui lui sont appropriées. On a alors tenté de définir de quelle manière et vers qui on doit communiquer. Une liste de diffusion composée des chargés de communication des associations adhérentes (et de toute autre personne souhaitant en faire partie) a été créée.

Grâce à cet outil, les adhérents ont pu activement participer au projet de refonte du site internet, notamment grâce à un questionnaire portant sur l'utilisation du site par les associations, élaboré dans le but d'amorcer la refonte en optimisant l'utilisation et le développement. La nouvelle version du site verra le jour en 2011.

Ces reportages sont un outil clé dans l'entretien de la section actualités du site internet de Coalition PLUS, identifié comme axe de communication prioritaire, ainsi que celui des profils Facebook et Twitter (réseaux sociaux), nouveaux canaux d'informations, qui permettent également aux adhérents d'interagir à distance.

Les différents adhérents de Coalition PLUS ne se connaissent pas toujours bien et sont géographiquement éloignés. Pour pallier à ce manque de contact, on tente de dynamiser la communication grâce à des missions sur place et grâce à la mise en place d'outils adéquats et attractifs.



# RAPPORT FINANCIER

## EMPLOIS & RESSOURCES

Après l'exercice initial 2008 qui a constitué la mise en place et le démarrage de l'activité de Coalition PLUS lors du 2<sup>ème</sup> semestre, puis l'exercice complet 2009, l'année 2010 se caractérise donc par le 2<sup>ème</sup> exercice complet de Coalition PLUS sur l'année civile.

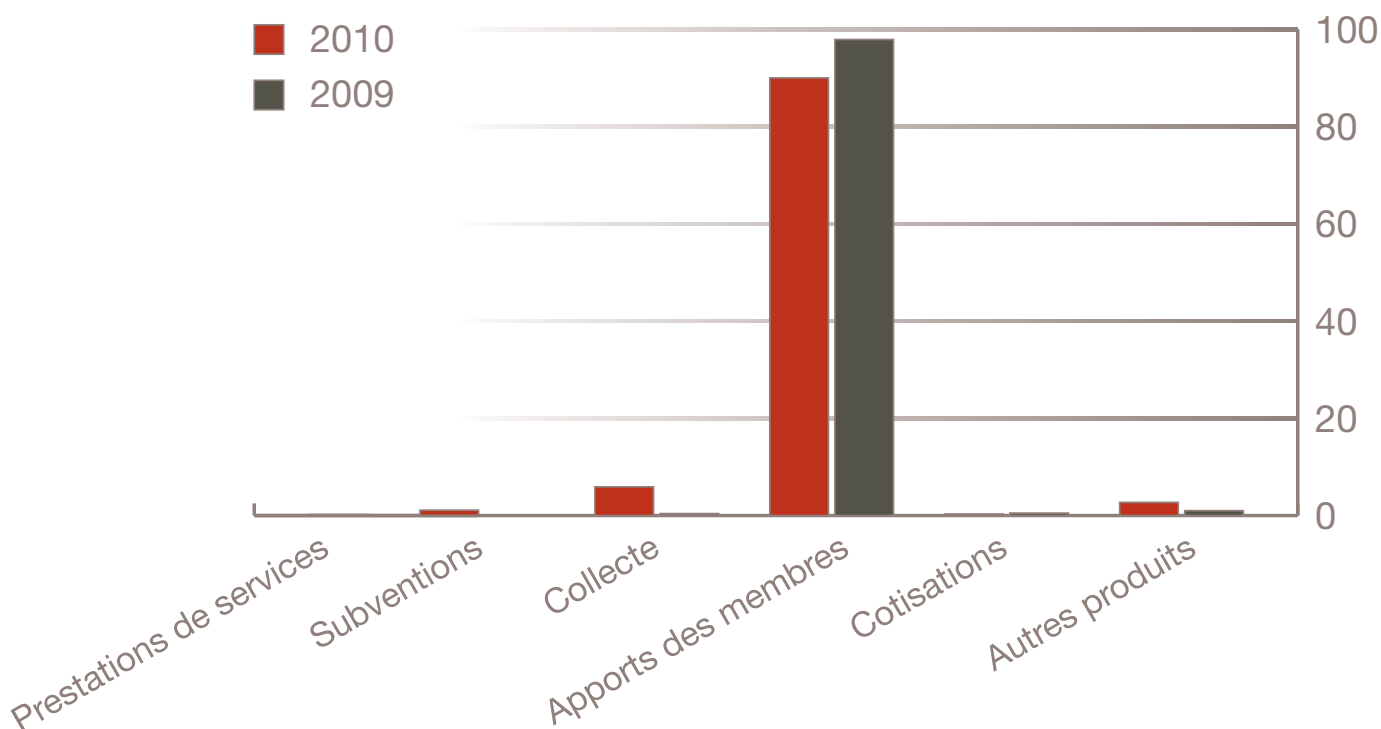
Par conséquent, l'analyse présentée dans ce rapport permettra pour la première fois une véritable comparaison entre n et n-1. Ces comptes, intégrant la synthèse du compte d'emploi des ressources, le compte de résultat et le bilan, ont été certifiés par le Commissaire aux Comptes.



EMPLOIS	Réalisé 2010		Réalisé 2009	
	€	%	€	%
<b>Activités</b>	<b>522 261</b>	<b>43%</b>	<b>350 715</b>	<b>35%</b>
Plaidoyer	99 159	8%	73 986	7%
Recherche	166 867	14%	75 896	8%
Appui technique	90 577	7%	66 725	7%
Diagnostic	24 783	2%	7 324	1%
Communication / collecte	107 409	9%	103 607	10%
Vie associative	33 466	3%	23 177	2%
<b>Financements versés</b>	<b>402 000</b>	<b>33%</b>	<b>415 000</b>	<b>41%</b>
Apports aux membres	400 000	33%	400 000	40%
Financement des partenaires	2 000	0%	15 000	2%
<b>Fonctionnement</b>	<b>297 187</b>	<b>24%</b>	<b>245 002</b>	<b>24%</b>
Secrétariat exécutif	185 795	15%	155 505	15%
Frais généraux	62 786	5%	63 361	6%
Conférences / colloques / formations	21 877	2%	0	0%
Consultants et prestataires externes	26 729	2%	26 136	3%



Comme nous le montre particulièrement le compte d'emploi des ressources par activité ci-contre, **l'exercice 2010 est marqué par la croissance des activités de Coalition PLUS** qui représentent 43 % du budget réalisé contre 35 % sur l'exercice 2009 soit 49 % d'augmentation en volume. Le développement du programme Recherche avec le lancement du projet « Partages » est particulièrement emblématique de cette croissance.



RESSOURCES	2010		2009	
	%	€	%	€
Prestations de services			0,20%	1 574
Subventions	1%	17 876		
Collecte	6%	91 427	0,40%	3 305
Apports des membres	90%	1 400 300	97,90%	900 210
Cotisations	0,30%	4 500	0,50%	4 300
Autres produits	2,70%	41 282	1,00%	10 045

En 2010, les produits proviennent à 90 % des membres fondateurs contre 98 % en 2009. Au global, les produits sont en progression de 69 % entre 2009 et 2010, dont 150 000€ hors apports (collectes de fonds en France et au Québec, subvention sur le plaidoyer, transferts de charges). **Le graphique ci-dessus montre ainsi la démarche de diversification des ressources mise en œuvre par Coalition PLUS, celles-ci provenant jusqu'ici principalement de l'association AIDES.**

# COMPTE DE RÉSULTAT

RUBRIQUES	31/12/2010	31/12/2009
Ventes de marchandises		
Prestations de services		1 800
Poduits des activités annexes		
<b>MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>0</b>	<b>1 800</b>

Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	17 876	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	41 073	8 246
Collectes	91 427	3 305
Cotisations	4 500	4 300
Autres produits	1 400 358	900 211
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 555 234</b>	<b>917 861</b>

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	536 530	378 744
Impôts, taxes et versements assimilés	15 599	11 898
Salaires et traitements	160 334	136 411
Charges sociales	76 711	65 389
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3 392	2 430
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	426 520	415 000
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 219 086</b>	<b>1 009 872</b>

<b>1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>336 148</b>	<b>-92 011</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée (IV)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	5	
Reprises sur provisions et transferts de charges	74	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>79</b>	<b>0</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions		74
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	485	20
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)</b>	<b>485</b>	<b>94</b>
<b>2- RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>-406</b>	<b>-94</b>
<b>3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I+II) + (V-VI)</b>	<b>335 742</b>	<b>-92 105</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	72	1 574
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>	<b>72</b>	<b>1 574</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	916	754
Sur opérations en capital	960	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>1 876</b>	<b>754</b>
<b>4- RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-1 804</b>	<b>821</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>1 555 385</b>	<b>919 434</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>1 221 447</b>	<b>1 010 718</b>

<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>333 937</b>	<b>-91 283</b>
----------------------------	----------------	----------------

# BILANS

## BILAN ACTIF

RUBRIQUES	Brut	Amortissements Provisions	Net 31/12/2010	Net 31/12/2009
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immos incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outil. industriel				
Autres immobilisations corporelles	8 559	2 904	5 655	4 409
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations				
Autres titres immobilisés	198		198	198
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 757</b>	<b>2 904</b>	<b>5 853</b>	<b>4 608</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours de production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
<b>CREANCES D'EXPLOITATION</b>				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances usagers et comptes rattachés	24 074		24 074	2 202
Autres créances	603 679		603 679	202 064
<b>DISPONIBILITES ET DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	67 043		67 043	21 871
Charges constatées d'avance	2 563		2 563	12 093
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>697 359</b>	<b>0</b>	<b>697 359</b>	<b>238 230</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)			0	74
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>706 116</b>	<b>2 904</b>	<b>703 213</b>	<b>242 911</b>

RUBRIQUES	31/12/10	31/12/09
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise <i>dont legs et dons, avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	10 173	101 456
<b>Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit)</b>	<b>333 937</b>	<b>-91 283</b>
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Report à nouveau des résultat sous contrôle des tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>344 110</b>	<b>10 173</b>
<b>Comptes de liaison (II)</b>		
Provisions pour risques et charges		74
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	<b>74</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	313 934	192 234
Dettes fiscales et sociales	45 169	40 431
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>359 103</b>	<b>232 665</b>
<b>Ecarts de conversion passif (VI)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>703 213</b>	<b>242 911</b>

# COALITION PLUS

## LE LABEL ET LES CONTACTS

### LES CRITÈRES DU LABEL D'ADHÉSION POUR LE STATUT DE MEMBRE

- L'association est reconnue juridiquement dans son pays
- La lutte contre le VIH/sida est l'objet principal de l'association
- L'objectif d'intérêt général visant la « transformation sociale » ou toute notion équivalente est clairement exprimé dans les buts de l'association
- La démarche communautaire est le principe de fonctionnement de l'association
- Les personnes infectées, soit en qualité de membres soit par l'exercice d'une fonction de direction au sein des instances de l'association (conseil d'administration ou organe équivalent), sont présentes et impliquées dans l'organisation de l'association
- Les textes qui régissent la gouvernance de l'association assurent une représentativité de ses membres sur la base de principes démocratiques et sont respectés (instances régulièrement réunies et délibérations publiques consignées et disponibles)
- L'association a adopté une comptabilité générale et analytique d'engagement respectant les normes internationales
- L'association est en capacité de fournir les comptes certifiés pour les années n-1 et n-2 par un cabinet indépendant
- Un rapport d'activité annuel couvrant l'ensemble des actions de l'association et/ou des associations éventuellement rattachées (fondation ou fédération) est établi.

### LES ADMINISTRATEURS DE COALITION PLUS

Lise Pineault, présidente | [lpineault@coalitionplus.org](mailto:lpineault@coalitionplus.org)

Hakima Himmich, vice-présidente | [hhimmich@coalitionplus.org](mailto:hhimmich@coalitionplus.org)

Aliou Sylla, trésorier | [asylla@coalitionplus.org](mailto:asylla@coalitionplus.org)

Bruno Spire | [bspire@coalitionplus.org](mailto:bspire@coalitionplus.org)

Fouzia Bennani | [fbennani@coalitionplus.org](mailto:fbennani@coalitionplus.org)

Bintou Dembele | [bdembele@coalitionplus.org](mailto:bdembele@coalitionplus.org)

Michel Simon | [msimon@coalitionplus.org](mailto:msimon@coalitionplus.org)

### LE SECRÉTARIAT DE COALITION PLUS

Vincent Pelletier, directeur | [vpelletier@coalitionplus.org](mailto:vpelletier@coalitionplus.org)

Emmanuel Trénado, secrétaire permanent | [etrenado@coalitionplus.org](mailto:etrenado@coalitionplus.org)

Emilie Henry, chargée de programme recherche | [ehenry@coalitionplus.org](mailto:ehenry@coalitionplus.org)

Eric Simonneau, chargé de programme gestion financière | [esimonneau@coalitionplus.org](mailto:esimonneau@coalitionplus.org)

Khalil Elouardighi, chargé de programme plaidoyer | [kelouardighi@coalitionplus.org](mailto:kelouardighi@coalitionplus.org)

Julie Chaverou, chargée de mission plaidoyer | [jchaverou@coalitionplus.org](mailto:jchaverou@coalitionplus.org)

Agathe Lasne, chargée de communication et collecte | [alasne@coalitionplus.org](mailto:alasne@coalitionplus.org)

Maël Gérard, logisticien administratif et service dons | [mgerard@coalitionplus.org](mailto:mgerard@coalitionplus.org)

## LES ADHÉRENTS DE COALITION PLUS

Union internationale d'associations de lutte contre le VIH/sida du Nord et du Sud, Coalition PLUS s'inscrit dans une démarche communautaire consistant à impliquer les personnes infectées, affectées ou vulnérables à l'infection au VIH/sida, d'une part dans l'expression de leurs problèmes de santé et dans la définition de leurs besoins et de leurs priorités, et d'autre part dans la prise de décision, ainsi que dans la réalisation et l'évaluation des actions de santé, le tout dans un but de transformation sociale.

Coalition PLUS a vocation à soutenir les associations adhérentes, aujourd'hui au nombre de 10, techniquement et matériellement, à travers ses différents programmes.





Tour Essor 14 rue Scandicci  
93 500 Pantin France  
Tel : +33 9 52 43 26 72

[coalitionplus@coalitionplus.org](mailto:coalitionplus@coalitionplus.org) | [www.coalitionplus.org](http://www.coalitionplus.org) | [www.facebook.com.coalitionplus](https://www.facebook.com/coalitionplus)